

ATTENDU QUE le projet de construction d'une maison des aînés dans la communauté crie de Waskaganish devra se réaliser dans le cadre des projets visés par la convention conclue le 7 octobre 2019 et le cadre financier qui lui est rattaché;

ATTENDU QUE le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James entend réaliser le projet et négocier un contrat de construction de gré à gré avec une entreprise crie dans la mesure où celle-ci aura démontré auparavant sa compétence à réaliser un projet de cette envergure, et cela, dans le respect des exigences fonctionnelles du programme de maison des aînés, des caractéristiques culturelles du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James, des conditions climatiques particulières qui prévalent dans le nord du Québec et de l'enveloppe budgétaire fixée;

ATTENDU QUE la recommandation du Conseil du trésor a été obtenue;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James à conclure un contrat de gré à gré avec une entreprise crie pour la réalisation du projet de construction d'une maison des aînés dans la communauté crie de Waskaganish, et ce, conformément au budget et à l'échéancier fixés, à la condition que ce contrat soit conclu avec un contractant qui, à la date de la conclusion d'un tel contrat, n'est pas inadmissible aux contrats publics, détient une attestation de Revenu Québec et, lorsque requis, détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants :

QUE le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James soit autorisé à conclure un contrat de gré à gré avec une entreprise crie pour la réalisation du projet de construction d'une maison des aînés dans la communauté crie de Waskaganish, et ce, conformément au budget et à l'échéancier fixés, à la condition que ce contrat soit conclu avec un contractant qui, à la date de la conclusion d'un tel contrat, n'est pas inadmissible aux contrats publics, détient une attestation de Revenu Québec et, lorsque requis, détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75515

Gouvernement du Québec

## Décret 1145-2021, 18 août 2021

CONCERNANT l'autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James à conclure un contrat de gré à gré pour la réalisation du projet de construction d'une maison des aînés dans la communauté crie de Chisasibi, selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics

ATTENDU QUE, par le décret numéro 987-2019 du 25 septembre 2019, le gouvernement a approuvé la Convention établissant un cadre financier et des règles de financement applicables au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James pour la période 2019-2024 entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), le Gouvernement de la nation crie et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James, laquelle a été conclue le 7 octobre 2019;

ATTENDU QUE le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James est un organisme public au sens du paragraphe 6 de l'article 4 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1);

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 10 de cette loi un organisme public doit recourir à la procédure d'appel d'offres public notamment pour la conclusion de tout contrat de travaux de construction comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal prévu dans tout accord intergouvernemental applicable;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 25 de cette loi le gouvernement peut, sur recommandation du Conseil du trésor, autoriser un organisme public à conclure un contrat selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de cette loi et fixer, dans un tel cas, les conditions applicables à ce contrat;

ATTENDU QUE le projet de construction d'une maison des aînés dans la communauté crie de Chisasibi devra se réaliser dans le cadre des projets visés par la convention conclue le 7 octobre 2019 et le cadre financier qui lui est rattaché;

ATTENDU QUE le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James entend réaliser le projet et négocier un contrat de construction de gré à gré avec une entreprise crie dans la mesure où celle-ci aura démontré auparavant sa compétence à réaliser un projet de cette envergure, et cela, dans le respect des exigences fonctionnelles du programme de maison des aînés, des caractéristiques culturelles du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James, des conditions climatiques particulières qui prévalent dans le nord du Québec et de l'enveloppe budgétaire fixée;

ATTENDU QUE la recommandation du Conseil du trésor a été obtenue;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James à conclure un contrat de gré à gré avec une entreprise crie pour la réalisation du projet de construction d'une maison des aînés dans la communauté crie de Chisasibi, et ce, conformément au budget et à l'échéancier fixés, à la condition que ce contrat soit conclu avec un contractant qui, à la date de la conclusion d'un tel contrat, n'est pas inadmissible aux contrats publics, détient une attestation de Revenu Québec et, lorsque requis, détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants :

QUE le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James soit autorisé à conclure un contrat de gré à gré avec une entreprise crie pour la réalisation du projet de construction d'une maison des aînés dans la communauté crie de Chisasibi, et ce, conformément au budget et à l'échéancier fixés, à la condition que ce contrat soit conclu avec un contractant qui, à la date de la conclusion d'un tel contrat, n'est pas inadmissible aux contrats publics, détient une attestation de Revenu Québec et, lorsque requis, détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75516

Gouvernement du Québec

## **Décret 1146-2021, 18 août 2021**

CONCERNANT l'autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James à conclure un contrat de gré à gré pour la réalisation du projet de construction d'un immeuble de 80 logements dans la communauté crie de Chisasibi, selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics

ATTENDU QUE, par le décret numéro 987-2019 du 25 septembre 2019, le gouvernement a approuvé la Convention établissant un cadre financier et des règles de financement applicables au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James pour la période 2019-2024 entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), le Gouvernement de la nation crie et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James, laquelle a été conclue le 7 octobre 2019;

ATTENDU QUE le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James est un organisme public au sens du paragraphe 6 de l'article 4 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1);

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 10 de cette loi un organisme public doit recourir à la procédure d'appel d'offres public notamment pour la conclusion de tout contrat de travaux de construction comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal prévu dans tout accord intergouvernemental applicable;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 25 de cette loi le gouvernement peut, sur recommandation du Conseil du trésor, autoriser un organisme public à conclure un contrat selon des conditions différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de cette loi et fixer, dans un tel cas, les conditions applicables à ce contrat;

ATTENDU QUE le projet de construction d'un immeuble de 80 logements dans la communauté crie de Chisasibi devra se réaliser dans le cadre des projets visés par la convention conclue le 7 octobre 2019 et le cadre financier qui lui est rattaché;

ATTENDU QUE le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James entend réaliser le projet et négocier un contrat de construction de gré à gré avec une entreprise crie dans la mesure où celle-ci aura démontré auparavant sa compétence à réaliser un projet de cette envergure, et cela, dans le respect des caractéristiques culturelles du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James, des conditions climatiques particulières qui prévalent dans le nord du Québec et de l'enveloppe budgétaire fixée;

ATTENDU QUE la recommandation du Conseil du trésor a été obtenue;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James à conclure un contrat de gré à gré avec une entreprise crie pour la réalisation du projet de construction d'un immeuble de 80 logements dans la communauté crie de Chisasibi, et ce, conformément au budget et à l'échéancier fixés, à la condition que ce contrat soit conclu avec un contractant qui, à la date de la conclusion d'un tel contrat, n'est pas inadmissible aux contrats publics, détient une attestation de Revenu Québec et, lorsque requis, détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants :